



LA COMMISSION
DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONTRÉAL

80M

CECM

LE POINT DE VUE DES INTERVENANTS EN MILIEU SCOLAIRE

CONCERNANT

LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE

Texte de la communication
présentée par M. Luc Larivée,
président de la Commission des
écoles catholiques de Montréal

à

une audience privée de la
Commission parlementaire spé-
ciale de la protection de la
jeunesse

6 mai 1982

Hôtel du gouvernement

Québec

INTRODUCTION

La promotion des droits de l'enfant ainsi que la défense des besoins des enfants en difficulté fait partie de la tradition de la C.E.C.M. La structure même de son organisation, constituée par divers services administratifs à vocation pédagogique ou auxiliaire, est caractérisée par un objectif unique: celui de répondre adéquatement au droit de l'enfant à l'instruction, quelles que soient ses caractéristiques concernant son intelligence, son comportement ou son état physique. En effet, la Commission des écoles catholiques de Montréal (C.E.C.M.) a souvent été à l'avant-garde en ce domaine en adoptant, par exemple, une politique d'enseignement pour les élèves des milieux socio-économiquement faibles et en mettant sur pied des services novateurs pour les élèves qui présentent des difficultés d'apprentissage et d'adaptation. Même les services d'équipement ont témoigné de cette orientation en prévoyant des aménagements qui offrent le plus de sécurité possible et qui favorisent le plus l'apprentissage scolaire.

En 1975, Madame Thérèse Lavoie-Roux, alors présidente de la C.E.C.M., présentait à la Commission parlementaire de la justice, responsable de l'étude du projet de loi sur la Charte des droits et libertés de la personne, un mémoire ayant pour but la promotion des droits de l'enfant. En 1979, le thème général du congrès des comités d'école de la C.E.C.M. s'intitulait "L'école et les droits des élèves". Ce congrès a tracé des orientations qui ont permis de faire progresser davantage, dans un contexte favorisant la concertation du personnel pédagogique et des parents, l'idée de la défense des droits de l'enfant. Ces points illustrent que la C.E.C.M. n'a pas l'habitude de manquer les occasions de jouer son rôle en matière de droits fondamentaux.

Hier après-midi même, la C.E.C.M. rendait public le guide pédagogique dont elle avait demandé la réalisation pour accompagner la brochure publiée par la Commission des droits de la personne ayant pour titre "Jeunes, égaux en droits et responsables". La position prise par la C.E.C.M. sur cette publication a fait couler beaucoup d'encre. Certains y ont vu une réorientation dans la tradition de la C.E.C.M. En réalité, il n'en est rien; et si on évoque aujourd'hui cette question, c'est qu'elle touche directement l'esprit de notre intervention auprès de cette com-

mission parlementaire qui a pour mandat de proposer des amendements à la Loi sur la protection de la jeunesse.

La position de la C.E.C.M. en matière de droits, c'est que la promotion des droits doit aller de pair avec le développement du sens des responsabilités. C'est l'idée qui sous-tend la réalisation du guide pédagogique accompagnant la brochure d'information sur la Charte des droits et libertés de la personne. C'est également l'idée sur laquelle se fondent plusieurs des recommandations qui seront faites concernant la Loi sur la protection de la jeunesse. Cette loi doit non seulement défendre les droits des enfants mais encore placer devant leurs responsabilités ceux qui ont commis ou seraient tentés de commettre une infraction à une loi ou à un règlement, au sens de l'article 40.

Précisons encore que partout où nous utiliserons le mot "instruction" au lieu du mot "éducation", ce sera pour mettre en relief l'idée du droit à l'instruction où ces termes sont employés dans la Charte des droits et libertés de la personne.

Il peut être intéressant, pour identifier la C.E.C.M., de savoir qu'elle est la plus importante institution d'enseignement

au Canada. Elle a la responsabilité de 240 écoles, de 114 464 enfants et de 21 249 employés engagés à temps plein ou à temps partiel. Son budget pour l'année scolaire 1981-1982 est de 426 400 000 \$.

La promotion des droits de l'enfant ainsi que la défense des besoins des enfants en difficulté fait partie de la tradition de la C.E.C.M. La structure même de son organisation, constituée par divers services administratifs à vocation pédagogique ou auxiliaire, est caractérisée par un objectif unique: celui de répondre adéquatement au droit de l'enfant à l'éducation, quelles que soient ses caractéristiques concernant son intelligence, son comportement ou son état physique. En effet, la C.E.C.M. a souvent été à l'avant-garde en ce domaine en adoptant, par exemple, une politique d'enseignement pour les élèves des milieux socio-économiquement faibles et en mettant sur pied des services novateurs.

RECONNAISSANCE DES ASPECTS
PROGRESSISTES DE LA LOI

Dès le départ, il nous paraît important de préciser que notre intervention ne vise nullement à modifier les principes fondamentaux de la loi. Son adoption et sa mise en vigueur représentent un progrès indéniable sur la situation qui prévalait antérieurement. Il n'y a pas lieu de mettre en doute non plus l'affirmation, maintes fois entendues, que cette loi représente un modèle - même s'il s'agit d'un modèle imparfait - parmi les législations de type comparable existant dans d'autres sociétés.

Nous mentionnerons ici les quatre principes qui nous semblent fondamentaux et que nous illustrerons très brièvement par une application en milieu scolaire.

Premier principe: le respect des droits fondamentaux. L'article 38 fait l'énumération de plusieurs situations reconnues par la Charte universelle des droits. Or, l'article 39 fait obligation à tout professionnel de signaler les cas qu'il rencontre répondant aux définitions de l'article 38. On ne peut qu'être d'accord avec une telle idée, même si elle contredit l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne. En effet, en mi-

lieu scolaire, le personnel professionnel est généralement mis au courant de toutes sortes de situations familiales à cause de son contact direct avec les enfants de l'école. Avant la promulgation de la loi, il se heurtait à un double obstacle: une obligation de respecter le secret professionnel, quelles que fussent les circonstances, et une absence de structure de signalement qui rendait le règlement du cas extrêmement complexe. Au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, la Loi sur la protection de la jeunesse consacre maintenant la primauté du droit à la protection sur les autres droits.

Deuxième principe: maintien de l'enfant dans son milieu naturel. Cette idée énoncée très clairement dans la loi nous paraît une idée sûre et féconde. Il faut autant que possible laisser l'enfant dans sa famille, dans son quartier, dans son école pour faciliter sa protection et sa réinsertion familiale et sociale. L'ennui, cependant, et nous y reviendrons plus tard, c'est que le milieu naturel n'est pas toujours préparé pour assurer cette protection ou cette réinsertion. L'école, malgré l'existence d'une politique très explicite concernant l'intégration des élèves en difficulté d'apprentissage et d'adaptation, ne peut pas faire sans moyens minimaux ce qu'accomplissent d'autres organismes psycho-sociaux pourvus de moyens maximaux.

Troisième principe: primauté de l'intervention sociale sur l'intervention judiciaire. La valeur de cette idée ne saurait être remise en question puisque, dans le cas contraire, la protection de l'enfant serait subordonnée aux délais inévitables que doit prendre l'appareil judiciaire pour entendre les causes et fonder ses décisions. On retrouve ici la même idée que pour le premier principe: l'intérêt supérieur de l'enfant doit passer avant toute chose. Cependant, le problème que nous rencontrons ici, c'est qu'on ne peut considérer de la même façon les enfants qui doivent être protégés par la société (article 38) et les enfants qui commettent des actes délinquants (article 40). L'intervention sociale doit prévaloir dans le premier cas mais, dans le second, l'intervention judiciaire doit être faite d'une façon rapide pour mettre un terme au problème présenté. Nous apporterons plus loin toutes les nuances nécessaires à cet aspect de la question.

Quatrième principe: l'accès à des services de qualité. La conception même de l'intervention sociale décrite par la loi - avec le comité de protection de la jeunesse, le directeur de la protection de la jeunesse, le mécanisme d'orientation, les mesures volontaires, etc. - représente un service de qualité.

L'article 8 identifie les services que l'enfant doit recevoir "avec continuité et de façon personnalisée, compte tenu de l'organisation et des ressources des établissements ou des organismes du milieu scolaire qui dispensent ces services". Or, malgré ces affirmations, le problème que nous voulons soulever ici, ce n'est pas tant l'absence de ressources que la nécessité d'en améliorer la distribution. Nos remarques auront pour but de montrer que la distribution des services devrait se faire d'après une échelle où la prévention prend la plus large part et où l'hébergement obligatoire touche le plus petit nombre de jeunes. Entre ces deux extrêmes, on devrait retrouver les divers services intermédiaires répondant à l'éventail des besoins véritables. Mais déjà, nous pouvons affirmer que les services de type intermédiaire sont insuffisants.

OBJECTIFS DE L'INTERVENTION DE LA C.E.C.M.

En venant ici aujourd'hui, la C.E.C.M. cherche à atteindre deux objectifs généraux:

- 1° Proposer une contribution à la recherche d'un meilleur consensus sur la loi
- 2° Défendre l'idée que le milieu scolaire pourrait jouer un rôle plus efficace pour l'enfant et moins coûteux pour la société s'il disposait des ressources nécessaires

Nous ne nous étendrons pas sur le premier objectif. Il nous suffira de dire que la loi n'a pas très bonne réputation dans les écoles où on déplore sa bureaucratisation, la mobilisation indue des ressources collectives au profit des cas individuels, la lenteur de certaines interventions judiciaires, etc.

Quand au second objectif, il nous semble être à la base, moyennant certaines conditions, de l'amélioration du fonctionnement de la loi dans le milieu. La thèse sur laquelle nous nous appuyons est le fait que l'école demeure le seul endroit qui soit à la fois proche de la famille et proche de la grande majorité des jeunes. Il est donc tout à fait raisonnable, sinon nécessaire, d'utiliser le lieu de l'école pour initier et appliquer des programmes préventifs et rééducatifs.

AMELIORATIONS SUGGEREES A LA LOI

A partir de ce moment, nous entendons présenter, d'une façon aussi précise que possible, les améliorations à apporter aux aspects législatifs et administratifs de la loi. Précisons toutefois qu'en tant que représentants de la C.E.C.M., nous n'avons

aucunement la prétention de passer pour des spécialistes de la loi. Nous tenons simplement à vous exprimer certaines idées qui ont été formulées au cours d'une consultation faite avec divers intervenants du milieu scolaire connus pour leur expérience pratique avec la loi (voir annexe).

Les mécanismes d'orientations

Comme nous l'avons dit précédemment, il y a lieu de distinguer les cas d'enfants ayant besoin de protection et les cas d'enfants soupçonnés d'avoir commis des actes délictueux. Le mécanisme d'orientation actuel - c'est-à-dire celui où le directeur de la protection de la jeunesse s'assure de la recevabilité du signalement et détermine les mesures à prendre - devrait être maintenu dans les cas touchés par l'article 38. Dans les cas où il s'agit d'un délit (article 40) et que l'enquête policière a permis d'identifier l'auteur présumé, c'est le substitut du procureur général qui devrait analyser la preuve et intenter, s'il y a lieu, la poursuite judiciaire.

Nous donnons ici, pour les cas de délinquance, l'idée de base à laquelle nous souscrivons. Nous demeurons conscients

que l'élaboration du mécanisme d'orientation représente un système assez complexe où le cheminement d'un cas particulier dépend de la nature du problème présenté. Nous ne nous étendrons pas ici sur le détail du mécanisme puisque nous sommes convaincus que la Commission parlementaire à laquelle nous nous adressons a certainement en main un schéma bien structuré sur le sujet. Ajoutons ceci: nous sommes d'accord avec l'idée proposée aux pages 17 et 18 du mémoire (touchant les aspects de l'article 40) présenté à votre Commission par l'Association des centres d'accueil du Québec. Comme eux, nous pensons qu'il y a lieu de distinguer la responsabilité de la justice concernant la déclaration de culpabilité et celle du directeur de la protection de la jeunesse concernant les mesures à prendre pour aider l'enfant. Le rôle du tribunal devrait se limiter à établir la culpabilité et à sanctionner les mesures obligatoires proposées par le directeur de la protection de la jeunesse.

Mentionnons que si le mécanisme d'orientation proposé pour l'article 40 était accepté, les dépenses occasionnées par l'intervention des "personnes désignées par le ministère de la Justice" ne seraient plus requises. Les fonds pourraient ainsi être affectés à d'autres programmes concernant la protection de la jeunesse, notamment en milieu scolaire.

La question des droits de l'enfant

La présomption d'innocence accordée à tout citoyen devant la loi s'étend, bien entendu, aux enfants. Si tel n'était pas le cas, nous serions en présence d'un régime discriminatoire fondé sur un abus de l'autorité des adultes. Cependant, il arrive que le personnel des écoles craigne souvent de signaler des cas à cause de démêlés éventuels avec la famille et des ennuis encourus au moment de la comparution en justice. Tout se passe comme si l'autorité judiciaire semblait vouloir protéger le jeune contre l'intervenant.

Cet état de fait entraîne d'autres conséquences. Le fardeau de la preuve pour l'intervenant devient tel que cette situation entraîne nombre de jeunes à l'arrogance à l'égard de l'autorité familiale, scolaire, sociale ou judiciaire. Ce problème est bien sûr complexe et il ne faut pas être utopiste et chercher à éliminer toute forme d'arrogance. Cependant, il y aurait lieu de ne pas encourager le phénomène en donnant à l'intervention sociale l'autorité nécessaire pour imposer sa présence. Nous pensons donc qu'il faut renforcer et préciser les pouvoirs de la structure d'intervention sociale: Comité de protection de la jeunesse, directeur de la protection de la jeunesse et intervenants mandatés par ce dernier.

Protection des citoyens et prévention

Pour protéger les citoyens contre la délinquance juvénile et pour protéger les jeunes en tant que citoyens contre des actes délictueux commis à leur endroit, il faut mettre sur pied des programmes de prévention. Les services policiers ont fait et continuent à faire un travail remarquable en ce sens. On peut dire la même chose pour les services sociaux scolaires. Quant à l'information faite sur la loi qui nous concerne, ses résultats sont plus difficiles à apprécier. Ils nous apparaissent ambigus, en tout cas. Mais, quoi qu'il en soit, nous pensons être justifiés d'affirmer qu'il n'existe encore aucun programme sérieux, c'est-à-dire structuré et soutenu, de prévention des situations définies par les articles 38 et 40.

Comme nous l'avons dit au tout début, le milieu scolaire est un endroit privilégié pour intervenir auprès des jeunes. Or, cette intervention devrait avoir la prévention comme principe directeur. C'est ainsi qu'on pourra agir sur le milieu de vie, éduquer au respect des lois, informer les élèves sur les situations qui constituent une menace à leur sécurité et à leur développement, dépister les jeunes en difficulté, réaliser des pro-

jets ayant pour but de réduire la délinquance, traiter les élèves qui ont commencé à manifester des comportements délinquants.

Tout ceci coûte cher dira-t-on. Peut-être, mais il faut savoir, pour fins de comparaison, qu'un enfant placé en centre d'accueil peut facilement occasionner des déboursés dix fois plus élevés - et même davantage - qu'en milieu scolaire. L'expérience acquise à la C.E.C.M. est qu'il y a effectivement moyen d'accueillir les élèves venant des centres d'accueil. Mais cela ne doit pas se faire sous n'importe quelles conditions. Il faut un encadrement moindre que dans les centres d'accueil, mais un encadrement minimal quand même. La C.E.C.M. a dû se débrouiller avec des moyens limités. Malgré tout, le bilan demeure positif. Cependant, un plus grand nombre d'enfants auraient pu être intégrés dans les écoles régulières si le milieu scolaire avait eu les ressources d'encadrement et de réadaptation suffisantes.

L'utilisation des écoles

Nous avons jusqu'ici défendu le principe de l'école comme lieu privilégié pour faire de la prévention. Cependant, il ne faudrait pas croire par là que l'école a été oubliée par l'inter-

vention sociale ou judiciaire. En réalité, elle a été mise à contribution mais d'une façon qui nuit à son fonctionnement et ne permet pas de profiter de ses ressources les plus fécondes.

L'énumération des problèmes est faite ici en vrac et ne prétend pas être exhaustive. Elle fera cependant comprendre un peu pourquoi la réputation de la loi n'est pas meilleure.

- . L'école, après avoir essayé toutes les mesures de son ressort, signale un cas à la direction de la protection de la jeunesse. Celle-ci étudie le cas et répond que c'est à l'école de prendre le cas en charge. C'est l'effet boomerang: l'école se trouve sans solution concrète pour les cas signalés en désespoir de cause.
- . Des directeurs d'école polyvalente (1 000 à 2 000 élèves) doivent attendre toute une journée que la cause d'un enfant particulier passe devant le tribunal. Une telle mobilisation pour un seul cas porte atteinte au bien-être collectif.

- . Un élève est arrêté pendant le week-end pour un crime grave. Le lundi matin, il est à l'école. Sa cause ne passera devant le tribunal que quelques mois plus tard. Entre-temps, il continue à faire des délits au vu et au su de tout le monde. C'est un exemple de l'arrogance dont nous parlions tout à l'heure, mais c'est aussi une forme d'encouragement de poursuivre dans la même voie que donne la société à l'élève.
- . Toute une équipe d'intervenants est convoquée en cour de justice. Un rapide calcul fait prendre conscience du fait que cette mobilisation entraîne des frais pour la société, des frais de plusieurs milliers de dollars. On ne sait pas bien non plus qui profite de cela: la justice, le jeune ou les adultes. Une seule chose est sûre, le processus d'aide ou de réhabilitation n'est pas encore amorcé.
- . Un enfant a commis un délit, l'école est désignée par le tribunal comme lieu de réhabilitation. Cette surestimation systématique de l'école qui n'a pu mettre en place l'encadrement nécessaire rappelle le cas des "motels d'accueil" dont ont largement fait état les journaux, il y a quelque temps.

- . L'école signale des cas à la direction de la protection de la jeunesse. Elle n'entend plus parler de rien. A-t-on fait quelque chose? Comment l'école peut-elle apporter son aide? Ces questions illustrent la concertation insuffisante entre les deux organismes.
- . Des directeurs des services aux étudiants de quelques commissions scolaires de la région de Montréal se réunissent et mettent en commun la même observation: les travailleurs sociaux scolaires évaluent de nombreux cas signalés au directeur de la protection de la jeunesse, ils prennent des cas en charge et consacrent une grande partie de leur temps à remplir cette nouvelle mission. Or, cette tâche compromet la mission préventive générale des services sociaux scolaires ainsi que leur travail d'intervention auprès des autres élèves en difficulté.

Pour faire face à ces multiples problèmes, il faut mettre en oeuvre une solution d'ensemble qui tienne véritablement comp-

te de la place privilégiée qu'occupe l'école à la croisée des chemins qui mènent de la famille à la société. Il faut s'en servir d'une façon qui mette à profit sa contribution unique en matière d'instruction et de formation. Nous croyons que la seule façon d'atteindre cet objectif, c'est de décentraliser en milieu scolaire des délégués du directeur de la protection de la jeunesse. Cette personne serait sur place, aurait un mandat clair et reconnu, serait détenteur des pouvoirs nécessaires pour accomplir son rôle et serait dépositaire de l'information obtenue "sur le terrain", c'est-à-dire une information permettant son implication dans le dépistage précoce et dans l'élaboration des programmes de prévention. Une telle initiative constituerait un pas en avant significatif pour organiser la concertation actuellement en souffrance entre le milieu scolaire et la direction de la protection de la jeunesse.

Au plan pratique, il faudrait qu'une personne à plein temps puisse s'occuper d'un regroupement d'écoles (environ trois écoles secondaires et neuf écoles primaires). Le financement de l'opération pourrait être résolu par un redéploiement des effectifs actuels des centres de services sociaux. L'objectif à atteindre est celui de rendre l'école capable de se prendre elle-même en

charge pour qu'elle puisse coordonner ses ressources en vue d'aider les élèves qui en ont besoin. On peut supposer qu'une telle conception pourrait non seulement améliorer les conditions de vie du milieu mais également réduire les coûts sociaux en prévenant l'incidence des cas les plus graves.

Politique de services et centres de jour

Les commissions scolaires n'ont pas les moyens de se payer des programmes nouveaux de prévention et d'intervention en matière de protection et de délinquance. Malgré tout, la C.E.C.M. a mis en place des programmes spéciaux touchant un grand nombre d'enfants identifiés à ces catégories. Ce sont le programme pour décrocheurs (Ecole Marie-Anne), le programme pour élèves ayant des troubles graves du comportement (Centre expérimental Henri-Julien) et le programme de rééducation des délinquants (Ecole Emile-Nelligan). Nous savons que la Commission des écoles protestantes du grand Montréal a mis sur pied quatre programmes - mais de plus petite envergure - répondant à des problématiques voisines. Ceci montre bien que les commissions scolaires sont conscientes de leurs responsabilités envers les élèves en difficulté et cherchent activement à les assumer. Mais comme les fonds ne sont

pas disponibles pour développer ces mesures, nous ne pourrions répondre raisonnablement aux besoins identifiés, particulièrement en ce qui concerne les élèves qui constituent un danger physique pour les autres ou qui menacent le droit d'autrui à l'instruction. A titre d'exemple, nous attirons l'attention de la Commission sur le fait que les compressions budgétaires du secteur de l'éducation nous forceront sans doute à interrompre le financement du programme de rééducation des délinquants à l'Ecole Emile-Nelligan.

Pour résoudre ce problème, il faut mettre sur pied des centres de jour de type scolaire. Une telle initiative coûterait, nous l'avons dit, beaucoup moins cher que les placements en centre d'accueil. Il faut également mettre sur pied des mesures "plus douces" destinées à améliorer l'encadrement des cas difficiles qu'on aurait avantage à maintenir dans une école régulière. Le coût par élève serait encore moindre que dans le cas des centres de jour scolaire. On pourrait imaginer, pour réaliser un tel programme, la mise en place d'une concertation école-centre d'accueil où le personnel du centre donnerait à l'école une partie de son temps. Déjà, la C.E.C.M. fournit du personnel ensei-

gnant aux centres d'accueil. Pourquoi ne pourrait-on pas imaginer la situation inverse où les centres d'accueil mettraient du personnel professionnel à la disposition des écoles? Bien entendu, de telles initiatives ne pourraient jamais se généraliser sur une base de bona fide. Il faudrait une volonté politique pour favoriser cette concertation en définissant les critères administratifs requis pour le départage des ressources humaines et pécuniaires.

Il y a lieu, avant de terminer, d'insister sur un point: l'investissement financier dans les mesures "douces" (politiques de services en milieu scolaire et centres de jour scolaires) devrait être supérieur aux mesures "lourdes" (centres d'accueil). La raison de ceci tient d'abord du fait que les cas les plus graves seront toujours moins nombreux que les autres et ensuite du fait que les mesures "douces" sont tout à fait embryonnaires. Or, il existe un besoin très réel pour des mesures intermédiaires entre l'absence (ou presque) de services spécialisés d'une école régulière et la présence massive de services professionnels dans les centres d'accueil. La situation actuelle entraîne des coûts administratifs trop élevés chaque fois qu'on met dans un centre d'accueil un enfant qu'on pourrait, avec l'encadrement minimal

nécessaire, traiter avantageusement en milieu scolaire.

Néanmoins, il ne faudrait pas croire que l'école régulière ou les centres de jour scolaires pourraient recevoir tous les cas de protection ou de délinquance. Au contraire, nous croyons à la nécessité des centres d'accueil. Ce que nous voulons signifier clairement, c'est l'absence de mesures intermédiaires structurées entre l'école et le centre d'accueil. Ceci ne modifie en rien notre désir de collaborer avec les centres d'accueil pour la réintégration des jeunes, pour des prêts de services, etc.

L'existence de ces mesures intermédiaires comporte un dernier avantage: plus de jeunes pourraient quitter plus rapidement les centres d'accueil pour être réorientés à l'intérieur du système scolaire. Dans le meilleur cas, l'enfant trouverait éventuellement sa place dans une école ordinaire, dans un contexte aussi naturel que possible.

Concertation générale

On a dit que la loi avait favorisé une concertation sans précédent au Québec des intervenants sociaux et judiciaires,

Des progrès restent à faire: les journaux ont fait beaucoup état du cas fort pénible de Julie Viau pour souligner la concertation nécessaire entre les intervenants sociaux et ceux du secteur de la santé. Nous croyons que cette concertation doit être généralisée pour tenir compte de tous les secteurs touchant les jeunes: services sociaux, justice, éducation, santé, police, main d'oeuvre, municipalité, loisirs et sports. C'est le directeur de la protection de la jeunesse qui devrait, dans chaque région, être le maître d'oeuvre de cette coordination.

De plus, nous proposons qu'à cause du rôle central joué par l'école, le président ou le vice-président du Comité de protection de la jeunesse soit choisi parmi les représentants du milieu scolaire.

Nous proposons en outre, qu'auprès du tribunal de la jeunesse, il soit nommé une personne qui ait pour fonction de faire la liaison entre la cour et le milieu scolaire. La connaissance acquise de l'un et de l'autre secteur réduirait les coûts sociaux causés par la mobilisation abusive des intervenants scolaires.

Respect des droits d'autrui

La défense des droits fondamentaux pour les enfants concernés par les articles 38 et 40 de la loi ne doit pas faire oublier la protection des droits d'autrui: le droit à la réparation pour la victime d'un acte délinquant, le droit à l'instruction pour l'ensemble des élèves d'une école que fréquente un jeune perturbateur, le droit à la sécurité physique par rapport aux élèves dangereux, etc. Nous pensons qu'il serait avantageux d'introduire dans la loi l'idée du respect des droits d'autrui.

Pratiquement on pourrait, peut-être, amender l'article 3 de la façon suivante:

"Le respect des droits de l'enfant et de la société doit être le motif déterminant..."

Ainsi que l'article 8:

"Pour la protection de la société et de l'enfant, ce dernier a droit de recevoir des services de santé..."

RECOMMANDATIONS

En résumé, les recommandations de la C.E.C.M. sont les suivantes:

- 1- Maintenir le mécanisme d'orientation actuel pour les cas de protection (article 38)
- 2- Elaborer pour les cas de délinquance (article 40) un mécanisme d'orientation permettant au policier de porter plainte au substitut du procureur général qui analysera la preuve et intentera, s'il y a lieu, la procédure judiciaire
- 3- Distinguer, pour l'application de l'article 40, la responsabilité de la justice concernant la déclaration de culpabilité et la responsabilité du directeur de la protection de la jeunesse concernant les mesures à prendre pour aider l'enfant
- 4- Renforcer et préciser les pouvoirs du Comité de la protection de la jeunesse, du direc-

teur de la protection de la jeunesse et
des intervenants mandatés par ce dernier

- 5- Reconnaître le milieu scolaire comme lieu privilégié pour mettre en oeuvre des programmes de prévention concernant les situations décrites par les articles 38 et 40
- 6- Affecter à plein temps dans chaque regroupement d'écoles (environ trois écoles secondaires et neuf écoles primaires) un délégué du directeur de la protection de la jeunesse ayant pour mandat de faire un dépistage précoce, de participer à l'élaboration des programmes de prévention et organiser la concertation requise avec le milieu scolaire pour que celui-ci puisse être capable de prendre charge - moyennant l'attribution des ressources nécessaires - de la majorité des cas (la minorité sera dirigée vers les centres d'accueil).
- 7- Favoriser la mise en place de centres de jour scolaires ainsi qu'une politique de

services destinée à améliorer l'encadrement en milieu scolaire des élèves en difficulté au sens des articles 38 et 40

- 8- Favoriser une concertation école-centre d'accueil où, sur le modèle des services d'enseignement fournis aux centres d'accueil par les commissions scolaires, le centre d'accueil partagerait avec l'école ses ressources humaines et pécuniaires
- 9- Déterminer les critères administratifs permettant le départage des ressources mentionnées
- 10- Favoriser, moyennant un encadrement adéquat, l'intégration des jeunes en difficulté dans le milieu scolaire plutôt que dans un centre d'accueil
- 11- Améliorer la concertation des services sociaux, de la justice, de l'éducation,

de la santé, de la police, de la main
d'oeuvre, des municipalités, des loisirs
et sports en rendant le directeur de la
protection de la jeunesse responsable de
cette coordination dans chaque région ad-
ministrative

- 12- Choisir le président ou le vice-président
du Comité de protection de la jeunesse
parmi les personnes représentatives du
milieu scolaire
- 13- Nommer auprès de chaque tribunal de la
jeunesse une personne ayant pour fonction
de faire la liaison entre la cour et les
écoles
- 14- Amender les articles 3 et 8 de la loi pour
introduire l'idée du respect des droits
d'autrui (art.3: respect des droits de
l'enfant et de la société; art.8: pro-
tection de la société et de l'enfant)

ANNEXE

Personnes consultées pour
le contenu de la communication
(par ordre alphabétique)

Nicole RANGER-DUROCHER, directrice de la programmation du
Réseau des écoles spéciales, C.E.C.M.
(co-responsable du dossier)

Pierre BAULU, directeur adjoint du Service aux étudiants
C.E.C.M. (co-responsable du dossier)

Hélène CHENIER, directrice, école Emile-Nelligan, C.E.C.M.

Roger DEMONTIGNY, directeur pédagogique régional, C.E.C.M.

Raymond DENIS, avocat, C.E.C.M.

Yolande LAUZON, directrice, école Jeanne-Mance, C.E.C.M.

Yolande MARTINEAU, chef de division, C.S.S.M.M.

Guy NADEAU, responsable des services de l'aide à l'élève
du Réseau des écoles spéciales, C.E.C.M.

Claude PAPINEAU, directeur, école Pierre-Dupuy, C.E.C.M.

Daniel PETIT, travailleur de milieu, Boscoville

Richard VAILLANCOURT, directeur, centre expérimental
Henri-Julien, C.E.C.M.